

de la façon opposée. Prenant prétexte du « courant abstentionniste » qui risque d'affaiblir le prolétariat alors que « l'offensive de la réaction » s'est déclenchée, ils appellent les travailleurs à voter pour la Constitution qui ne leur dit rien, c'est-à-dire qu'ils leur montrent exactement la même voie qui les a déjà menés à la démoralisation relative du moment présent! Cette politique devient d'autant plus dangereuse si l'on remet le référendum dans l'ensemble de l'évolution politique française depuis une demi-année. Sentant très bien sa faiblesse actuelle; sachant qu'elle devra gouverner pendant toute une période par l'intermédiaire des leaders réformistes et staliniens, la bourgeoisie essaye d'opérer son propre regroupement politique, et celui de la petite-bourgeoisie autour de son drapeau, en jouant habilement avec la responsabilité gouvernementale. Sachant que nul gouvernement n'est capable de se débrouiller dans les circonstances actuelles, elle essaye de plus en plus de rejeter cette responsabilité sur les épaules des partis ouvriers dans le triple but de les discréditer, de décourager leurs militants et de démoraliser la classe ouvrière tout entière. Cela apparaissait déjà clairement par les circonstances qui occasionnèrent la brusque démission de de Gaulle. Le refus en dernière minute du M. R. P. de voter la constitution est une manœuvre digne des commanditaires jésuites de ce parti, s'insérant dans le cadre de la même politique. Après avoir « aidé » le P. S. et le P. C. à composer la Constitution, — c'est-à-dire après avoir obtenu par le seul chantage à la démission, une série interminable de concessions —, le M. R. P. se dérobe quand même en fin de compte et rejette toute la responsabilité de la Constitution boiteuse sur les partis ouvriers. Nul doute que l'expérience que fera le prolétariat français avec cette Constitution sera plus que négative. Cela ne pourra qu'accentuer la démoralisation, si une autre position ouvrière reste absente. Au lieu de déclarer l'enfant ce qu'il est, un bâtard devant lequel les travailleurs conscients doivent refuser absolument toute responsabilité, nos droitiers prennent prétexte de la dérobade ultime du père M. R. P. pour demander aux travailleurs de le reconnaître eux-mêmes enfant légitime des organisations ouvrières! Non seulement jouent-ils ainsi complètement dans la carte de la réaction, facilitent-ils ainsi sa véritable future offensive anti-prolétarienne, mais ils discréditent le parti révolutionnaire ensemble avec les partis ouvriers traditionnels. Comme les « malices » successives de Staline, la tactique « intelligente » de la droite du P. C. I. se retourne même sur son propre terrain contre le prolétariat et son avant-garde, du moment où elle abandonne la position de principe révolutionnaire.

Le « Front Unique sur le vote ».

Nous avons déjà mentionné plus haut la déviation de droite, devenue classique dans l'histoire de la III^e Internationale, celle de Brandler et de Thalheimer, du gouvernement « socialiste-communiste » de Saxe et de Thuringe. Il faut relire les pages lumineuses que Trotsky a consacrées à ce sujet pour reconnaître avec étonnement et regret que 23 ans plus tard, un dirigeant trotskyste supposé avoir assimilé il y a longtemps les principales leçons de la dégénérescence du stalinisme, répète des raisonnements analogues à ceux des centristes allemands dans la question du Front Unique. « Réaliser le front unique sur le vote » (souligné par D. lui-même, s. v. p.), voilà ce que l'offensive bourgeoise impose au parti révolutionnaire, d'après la résolution Demazière.

Cette conception droitiste du Front Unique part exactement de la position opposée d'où sort le front unique léniniste, pour aboutir également, bien entendu, au résultat opposé. Pour Lénine et Trotsky, le Front Unique signifie : les travailleurs veulent riposter par l'action contre une offensive de la réaction. Afin de rendre cette action unanime et générale, et tenant compte du fait qu'une masse importante de travailleurs se trouve encore derrière les partis ouvriers traditionnels, le parti révolutionnaire propose à ces partis de « se battre ensemble » contre la réaction tout en marchant séparément. Il est convaincu qu'à travers la lutte, la masse des partisans des partis opportunistes reconnaîtront autant la supériorité des méthodes bolchevistes sur les méthodes réformistes, que la nécessité absolue de dépasser les cadres de la « démocratie bourgeoise ». Conçu de cette façon, mais uniquement de cette façon, le Front Unique devient une étape nécessaire vers la mobilisation des masses et leur conquête par le parti révolutionnaire, c'est-à-dire un pas décisif vers la prise du pouvoir.

Le « Front Unique sur le vote » ne correspond à aucune de ces prémisses. Au lieu d'appeler les travailleurs à se battre coude à coude, socialistes, staliniens et révolutionnaires, on les appelle à

voter ensemble, et à voter pour une constitution bourgeoise! La « riposte à la réaction » qui, en tant qu'action des masses constitue un pont vers une offensive ouvrière (Kornolif, propositions de Trotsky en Allemagne en 1932, France 1934, etc.) est présentée ici comme une manœuvre électorale, c'est-à-dire endort la vigilance des travailleurs, sème des illusions quant à la possibilité de « faire échec à la réaction », le bulletin de vote à la main, et engendre fatalement la démoralisation. Au lieu de démontrer devant les ouvriers la supériorité des méthodes bolchevistes d'action sur la couardise des dirigeants opportunistes, elle assimile la politique révolutionnaire à l'opportunisme vulgaire, c'est-à-dire discrédite le parti. Enfin, au lieu d'aider les masses à sortir de la démocratie bourgeoise, elle les y enferme, en déclarant décisif le champ de bataille d'une salle de vote! Loin d'être un pas vers la conquête des masses et du pouvoir, la tactique anti-léniniste du « Front Unique sur le vote » constitue en réalité un pas vers l'intégration du parti dans le cadre du mouvement ouvrier officiel, c'est-à-dire un pas vers la trahison.

« Plébisciter les partis ouvriers ou plébisciter la réaction ».

Admettons un instant que la question du référendum ne constitue pas une question de principe. Admettons que dans certaines circonstances un parti bolchévik puisse voter pour une constitution bourgeoise, ou voter des crédits militaires, ou entrer dans un gouvernement « ouvrier » — des positions qui ont été stigmatisées toutes comme un abandon du programme dans la tradition de Lénine et de Trotsky. Admettons pour un moment tout cela, et suivons nos droitiers sur leur terrain « tactique ». Quel est l'aspect « conjoncturel » qu'acquiert le référendum? Il s'agit, disent les porte-parole de la droite, ainsi que le transfuge de dernière heure, Marcoux, il s'agit de plébisciter soit les partis ouvriers soit la réaction. Une autre position n'est pas possible. En est-il vraiment ainsi?

En réalité, le véritable plébiscite pour ou contre les partis ouvriers se fera le 2 juin, quand les masses françaises donneront oui ou non une majorité absolue de voix et de mandats au P. S. et au P. C. *Le référendum sur la Constitution, comme le référendum du 15 octobre, sont précisément destinés à limiter, à contre-carrer les effets du suffrage universel.* Le plébiscite pour de Gaulle, voilà ce que le premier référendum a pu opposer à la majorité absolue P. S. - P. C. à la Constituante. Un rejet de la Constitution, voilà ce que le second référendum peut opposer à une nouvelle majorité ouvrière à l'Assemblée Nationale.

Quelle doit être, dans ces conditions, l'attitude tactique du parti révolutionnaire? Il doit éclairer les travailleurs sur le véritable caractère du référendum. Il doit les mettre en garde contre la tentative de la réaction d'imposer à la classe ouvrière le champ de bataille qu'elle a elle-même choisi avec soin. Il doit dire aux travailleurs : *C'est faux*, ce que les capitalistes vous disent, que le « destin du pays » sera décidé par le référendum. *C'est faux*, ce que les réformistes et staliniens vous répètent, qu'un rejet de la Constitution portera la réaction au pouvoir. Ces gens cherchent déjà avant les élections un alibi pour pouvoir se dérober de la responsabilité du pouvoir. *Sur le terrain électoral*, ce seront les élections du 2 juin qui seront décisives. A ces élections, vous enverrez une majorité ouvrière absolue au Parlement. Vous devez alors forcer les socialistes et communistes à prendre tout le pouvoir. *Pour qu'ils puissent marcher de l'avant, s'attaquer réellement aux trusts*, il faut qu'ils n'aient pas les mains liées d'avance par l'adoption d'une Constitution qui est uniquement destinée à perpétuer, après les élections, la désastreuse coalition avec le M. R. P. Voilà pourquoi vous ne voterez pas pour la Constitution, afin de lutter pour un gouvernement P. S. - P. C. et afin de barrer réellement la route à la réaction dans les usines et à la rue, là où sera décidé réellement le sort du pays. C'est votre action de classe qui pourra demain forcer vos « chefs » réformistes et staliniens à rompre la coalition gouvernementale. C'est votre action de classe qui pourra les forcer à imposer des nationalisations sans indemnités ni rachat à la bourgeoisie. Mais alors vous ne pouvez pas voter une Constitution qui prévoit automatiquement des indemnités pour chaque nationalisation!

Un langage pareil peut et doit trouver un écho dans les masses. Il n'a rien de commun avec le bavardage stérile des sectaires et des « imbéciles suffisants » du camarade Marcoux. Mais il paraît qu'un fossé de plus en plus large le sépare du langage opportuniste de la droite du P. C. I....

L'argument du « plébiscite des partis ouvriers » est encore